

A titre de détenteur de polices d'assurance, —c'est le cas, j'imagine, de tous les députés,— je ne crois pas que nous voulions que les institutions de prêts risquent de perdre l'argent qui leur est confié.

Le député d'Eglinton (M. Fleming) a déclaré que le problème du logement est très grave et très aigu. S'il avait dit cela il y a cinq ans, il aurait eu raison. Je ne dis pas qu'il n'existe pas de problème du logement mais on ne saurait dire que la situation est aussi grave ou aussi critique qu'il y a cinq ans. Nous sommes presque sur le point d'atteindre le nombre de logis nécessaires. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à consulter la statistique du logement pour une ville comme celle que j'habite, Toronto, où, pourtant, la situation est jugée très critique. C'est un des quelques endroits au Canada où la pénurie de logements est encore à l'état aigu. Or on y constate que, tandis qu'auparavant les maisons se vendaient avant d'être achevées, la période entre l'achèvement et la vente tend maintenant à s'allonger graduellement, même dans le cas des habitations qui se vendent le moins cher. Voilà qui indique que la rareté est atténuée. Manquent tout à fait de sens pratique ceux qui, comme l'honorable représentant d'York-Sud (M. Noseworthy), déclarent ici qu'étant donné le coût de la construction, des dizaines de milliers de citoyens ne peuvent s'acheter de maison, comme si c'était tout nouveau, comme si un tel état de choses n'existait que sous le gouvernement actuel. Y a-t-il un pays au monde où tous les citoyens sont propriétaires de maisons? Il n'est pas de pays au monde où il y ait autant de maisons mises à la disposition des nouveaux foyers qu'au Canada, les États-Unis exceptés, peut-être. J'ai lu dans certaines revues que nous construisons au Canada moins de maisons qu'aux États-Unis, qu'en Angleterre ou qu'en Australie. Or en Australie, on n'installe aucun moyen de chauffage. On assemble des boîtes préfabriquées et on parle de programme d'habitation. Que construit-on en Angleterre? Certainement pas ce que nous appellerions des maisons. Ces comparaisons ne sont donc pas justes. Pour être exact, aucun autre pays ne peut rivaliser avec les résultats obtenus par le Parlement, par le gouvernement actuel et par nos fonctionnaires en matière d'habitation.

On rit. Ces rires proviennent sans doute de socialistes qui estiment que tout le monde doit être propriétaire d'une maison. C'est là une merveilleuse idée, un idéal élevé, qu'il faut essayer d'atteindre. Je ne crois pas toutefois que ce paradis terrestre soit réalisé de sitôt. Je crois que les théories socialistes sont captivantes tout comme les contes de fées que je lisais lorsque j'étais bambin. Tout

cela est bien beau à lire mais tout à fait fantastique.

Passons maintenant à la question de l'obtention des fonds hypothécaires. D'où vient l'argent à cette fin et de quelle somme avons-nous besoin? L'an dernier, je pense que la somme était d'environ 700 millions. De combien d'argent avons-nous besoin sous forme de prêts hypothécaires pour combler pleinement la pénurie de logements si évidente au Canada, comme tout le monde le reconnaît? Je pense que personne ne le sait. Je ne vois pas comment on pourrait le savoir, car personne ne sait exactement quelle est cette pénurie. Nous ne savons qu'une chose: c'est la demande qui régit le nombre de maisons à construire. Comment pourrions-nous le savoir autrement? Il est facile de citer des chiffres en l'air, d'affirmer qu'il manque un demi-million de maisons, comme l'a prétendu un préopinant, ou encore qu'il en manque 700,000, comme l'a prétendu un autre. Il n'y a qu'un faible écart de 200,000 unités. Cela démontre à quel point ces estimations sont nébuleuses et inexactes. Il n'y a qu'un moyen de déterminer la pénurie de logement et c'est en se fondant sur la demande. C'est la même chose pour les chemises. Quand il y a pénurie de chemises, elles se vendent rapidement, mais quand il y en a en abondance, elles restent sur les tablettes. Il en va de même de toute marchandise sous un régime d'entreprise libre; si l'on s'éloigne du régime de la libre entreprise, autant vaut plier bagages, car on s'aventure dans ce qu'il y a de pire: le socialisme.

J'ai traité ces questions parce que je crois qu'on ne leur a pas apporté l'attention voulue. Je ne crois pas qu'on se rende compte de la réalité, de l'existence d'un régime d'entreprise libre. Je ne crois pas qu'on se rende compte de l'importance, de la valeur et de la force de notre régime d'entreprise libre. C'est un régime plus fort que n'importe quel autre et tellement supérieur aux autres que ces derniers ne peuvent lui être comparés. Personne ne s'imagine que le régime d'entreprise libre est parfait. Pourquoi faut-il qu'il soit parfait? Comment peut-il être parfait, alors que ce sont des hommes qui le dirigent? Il est simplement insensé de prétendre qu'il devrait être parfait. Voilà pourquoi le socialisme est si stupide: il suppose parfaits des êtres humains. Les socialistes en font grand état et je me contente de souhaiter que ce sont là des exemples de ce que nous réserve cette société parfaite. Je crois qu'à l'occasion même eux ont des faiblesses et que ces faiblesses humaines peuvent détruire n'importe quoi.

Un socialiste dit que nous devons nous débarrasser de ce motif d'encouragement que